



## DÉCLARATION LIMINAIRE CTL DU 10/07/2020

Monsieur le Président,

Comme nombre de pays, la France fait toujours face à une crise sanitaire inédite et inégalée par son ampleur depuis près d'un siècle. Cette crise sanitaire ne fait qu'accroître la crise sociale déjà présente mais déclenche également une crise économique sans précédent.

Cette pandémie aura permis de montrer à quel point les services publics sont nécessaires, à quel point il est important d'avoir des fonctionnaires en nombre suffisant et dotés des matériels adéquats pour assurer le bon fonctionnement du pays.

Toutes les administrations sont essentielles à la vie de nos concitoyens sur le plan sanitaire et économique, pour le « vivre ensemble », et en termes d'égalité et d'équité de traitement. Tout le monde le dit, du Président de la République à ses Ministres, les fonctionnaires sont essentiels à la vie de la Nation. M. Dussopt a réitéré ces propos ce mardi 23 juin lors de la journée mondiale de la Fonction Publique. Ministres et Directeur Général n'ont eu de cesse de féliciter les fonctionnaires durant cette période.

Cependant, la prise de conscience est une chose, mettre les actes et les moyens en adéquation en est une autre. Et là, le compte n'y est pas !

Malgré les inquiétudes et le mécontentement, malgré le besoin vital d'un service public humain de proximité, malgré les enjeux colossaux en matière de finances publiques et malgré la crise qui se profile (dont les dégâts sociaux et économiques s'annoncent dévastateurs), les pouvoirs publics ont annoncé la reprise des restructurations et la poursuite des suppressions d'emplois au sein de la DGFIP.

**Il nous vient ce goût amer d'un bilan fallacieux que l'on veut nous imposer !**

L'application de toutes ces réformes libérales d'avant la crise continue voire accélère comme avec la mise en place du « nouvel accueil » à l'ordre du jour de ce CTL.

Se réjouir de la réussite de l'accueil à distance pendant le COVID est une tromperie, des services d'appui ayant abandonné leurs missions pour aider les SIP et les SIE.

Ces derniers après des années de suppression d'emplois, ne pourront à l'évidence pas rendre le même bilan dans des conditions normales.

Nous sommes en totale contradiction avec la mise en évidence des fragilités de notre réseau dues à la crise sanitaire que vous évoquez dans les documents préparatoires de ce CTL, en insistant sur le nombre important de petites structures.

Les unités de petite taille ont démontré leur agilité appuyée sur la polyvalence des agents. Dans le SPL, la connaissance mutuelle des agents, des ordonnateurs et des comptables a permis de lever les problèmes d'organisation dus au confinement.

À l'opposé, le Nouveau Réseau de Proximité (NRP) avec la mise en place notamment des SGC et la suppression de toutes les trésoreries ne permettra plus cette même souplesse de gestion.

Reprenant le NRP, si rapidement, sans bilan, sans recul, entraînant des fusions dans des services coulés par la pandémie, nous paraît inconcevable.

### **Pourquoi un tel empressement ? Avez-vous peur que ces réformes soient désavouées, quand un bilan objectif des besoins et des moyens des services publics sera fait ?**

À la lecture du calendrier, nous dénonçons le manque de considération que vous apportez aux agents :

— Le maintien du transfert de l'hôpital de Lunel de la trésorerie de Mauguio à la trésorerie de Montpellier CHR au 1<sup>er</sup> septembre. Combien d'agents ? À quel mouvement de mutation vont-ils participer ? Quelle organisation dans le nouveau service ? Est-il opportun de déménager la comptabilité d'un hôpital en ce moment ?

— La suppression du SGC Ouest Biterrois (Capestang/Murviel les Béziers) remplacé par une antenne. Alors que vous vantiez à l'automne dernier, l'ajout de ce SGC grâce à « la concertation ». Comment vous faire confiance, si certains acquis disparaissent au fur et à mesure. Cette promesse que les agents peuvent rester sur place, lors du départ de leur service, si une structure DDFIP 34 perdure, apparaît bien fragile, voire mensongère.

— Comment les SIP et SIE qui doivent fusionner au 01/01/2021, peuvent-ils le faire dans les conditions dégradées que nous connaissons actuellement ? Cela ne peut que créer désillusions et conflits.

**Nous savons pertinemment que nous allons droit dans le mur et vous vous en moquez !**

### **Nous réaffirmons notre opposition au NRP.**

Nous sommes pour le maintien de l'ensemble des services publics de pleine compétence et réaffirmons notre attachement au maillage territorial, dont l'avenir ne peut pas se résumer seulement à des points de contacts !

Vous continuez de détruire notre réseau sans tenir compte des aspirations des agents et des citoyens.

Nous savons que vous avez la main sur les cadencements des opérations du NRP, notamment la fermeture et les réorganisations des services, nous vous demandons donc la suspension de toutes les opérations en attendant un retrait total du projet. Les agents ont besoin d'une période de calme et de stabilité qui est nécessaire pour assurer une reprise d'activité cohérente et efficace.

**Vous ne pouvez continuer d'appliquer les réformes du « monde d'avant » sans avoir effectué un bilan sérieux de la crise sanitaire.**

Un autre sujet n'est pas à l'ordre du jour, mais intéresse fortement les agents, le versement de la prime COVID. Dans un souci de transparence, nous aimerions avoir connaissance de sa répartition par services et par grades, des critères retenus pour les bénéficiaires et des modalités d'information de l'ensemble des agents sur le dispositif retenu.

Cette prime ajoutée aux retraits des jours de congés et à l'incapacité de fournir un ordinateur portable aux agents désireux de faire du télétravail, crée des tensions. L'application de tels dispositifs et la prise de telles décisions génèrent une ambiance stressante dans les services à l'heure où le collectif de travail sera plus que jamais important.

Reconnaître notre importance est plus qu'essentielle. Ainsi, au niveau national, nous réclamons l'arrêt des suppressions massives d'emploi, seulement guidées par un certain dogmatisme budgétaire, une refonte totale des carrières avec une juste revalorisation des rémunérations, une augmentation des volumes de promotion interne et évidemment des recrutements par concours à hauteur des besoins réels afin d'effectuer l'ensemble de nos missions ainsi que l'arrêt de toutes les réformes en cours.

**Pour la DDFIP 34, nous demandons :**

- un bilan objectif des effets de la crise sur nos services et nos missions.
- un retrait du NRP et à minima une suspension des opérations jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2021.

**Solidaires Finances Publiques est viscéralement attaché à la défense de tous les agents et à leur considération. Nous attachons également une importance au dialogue social (non au monologue social !) et à la qualité de celui-ci.**

**PLAN DARMANIN  
Destruction des  
Finances Publiques**

***c'est NON !***  
**RETRAIT IMMÉDIAT**